

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205339]

20 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant l'article 5, § 3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit ans

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, l'article 5, § 3 et 4;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 novembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 novembre 2017;

Vu l'avis du Comité « Familles » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, rendu le 19 décembre 2017;

Vu le rapport du 23 novembre 2017 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis 62.973/2 du Conseil d'État, donné le 12 mars 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1^{er}, de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 8 février 2018: le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales publié au *Moniteur belge* du 1^{er} mars 2018;

2° le Ministre : le Ministre ayant les prestations familiales dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *L'enfant bénéficiaire de moins de vingt et un ans*

Art. 3. § 1^{er}. Constituent, pour le trimestre ou les mois en cause, un obstacle à l'octroi des prestations familiales pour les enfants bénéficiaires visés à l'article 5, § 3, du décret du 8 février 2018, les situations suivantes :

1° l'activité lucrative de l'enfant bénéficiaire lorsqu'elle excède deux-cent-quarante heures par trimestre;

2° le bénéfice d'une prestation sociale en application d'un régime belge ou étranger relatif à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail ou aux maladies professionnelles, lorsque cette prestation découle d'une activité lucrative non autorisée;

3° le bénéfice d'une prestation sociale en application d'un régime belge ou étranger relatif au chômage ou d'une allocation d'interruption de carrière visée à la section 5 du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales;

4° la perception d'une rémunération brute mensuelle supérieure à 541,09 euros par mois, excepté le pécule de vacances, par l'enfant bénéficiaire engagé dans une formation de chef d'entreprise ou une formation de coordination et d'encadrement;

5° l'activité indépendant lorsqu'elle entraîne le paiement de cotisations en tant que travailleur indépendant à titre principal conformément à l'article 12 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Concernant le 1° et 2°, constitue une activité lucrative, toute activité exercée dans le cadre d'un contrat de travail, d'un statut ou en tant que travailleur indépendant.

Concernant le 1°, les heures prestées par l'enfant bénéficiaire dans le cadre :

a) d'un contrat d'occupation d'étudiant, d'une activité indépendante ne générant aucune cotisation sociale ou d'une formation en alternance ne sont pas prises en compte pour l'application du présent article;

b) d'une activité indépendante générant le paiement de cotisations sociales réduites sont présumées excéder deux-cent-quarante heures par trimestre sauf à celui-ci à apporter la preuve du contraire.

Le montant visé au 4° est rattaché à l'indice-pivot 103,04 (base 2013=100).

§ 2. Pour les enfants bénéficiaires visés à l'article 5, § 2, du décret du 8 février 2018, les situations visées au paragraphe 1^{er} constituent, pour le trimestre ou les mois en cause, un obstacle à l'octroi des prestations familiales à l'exception du supplément mensuel visé à l'article 16 du décret du 8 février 2018 qui est maintenu.

CHAPITRE III. — *L'enfant bénéficiaire de plus de vingt-et-un ans*

Section 1^{re}. — *Disposition générale*

Art. 4. Les obstacles à l'octroi des prestations familiales visés à l'article 3 s'appliquent également à l'enfant bénéficiaire de plus de vingt-et-un ans.

Celui-ci doit, en outre, satisfaire aux conditions propres à son statut déterminées ci-après.

Section 2. — *L'enfant bénéficiaire qui poursuit une formation diplômante*

Sous-section 1^{re}. — *Enseignement non supérieur*

Art. 5. Les allocations familiales sont accordées, conformément à l'article 5, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, du décret du 8 février 2018, à l'enfant bénéficiaire qui est inscrit dans un ou plusieurs établissements d'enseignement reconnu, organisé ou subventionné par l'une des communautés, ou qui suit des cours de formation permanente dans les classes moyennes, au stade de la formation de chef d'entreprise ou une formation de coordination et d'encadrement, dans un ou plusieurs centres de formation reconnu, organisé ou subventionné par l'une des Communautés.

Sont également considérés comme satisfaisant aux conditions visées à l'alinéa 1^{er} :

1° l'enseignement suivi hors du Royaume, si un document officiel de l'établissement atteste du volume d'heures suivies;

2° l'enseignement par correspondance ou e-learning si l'enfant :

a) suit un minimum de dix-sept heures par semaine;

b) prend part aux examens pour l'ensemble des heures visées au a) ainsi qu'à toutes les activités imposées par le programme.

Les cours visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont donnés pendant au moins dix-sept heures par semaine. Une période de cours de cinquante minutes est assimilée à une heure. Le Ministre peut accorder des dérogations générales et individuelles à la norme des dix-sept heures par semaine.

Sont assimilées à des heures de cours visées à l'alinéa 3 :

1° les heures consacrées à des exercices pratiques sous la surveillance des professeurs dans l'établissement d'enseignement;

2° jusqu'à concurrence de quatre heures par semaine au maximum, les heures d'études obligatoires passées sous surveillance dans l'établissement d'enseignement;

3° les stages, si leur accomplissement est une condition à l'obtention d'un diplôme, certificat ou brevet reconnu légalement, par décret, par ordonnance ou réglementairement;

4° la convention de stage visée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 6. Les allocations familiales sont également octroyées à l'enfant bénéficiaire qui suit, soit :

1° un des types d'enseignement secondaire à horaire réduit, ordinaire ou spécial, organisés aux conditions fixées par les communautés;

2° une formation reconnue visée à l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.

Art. 7. L'octroi des prestations familiales est maintenu pendant les vacances d'été, à savoir durant l'intervalle qui sépare la fin de l'année scolaire dans l'établissement d'enseignement fréquenté par l'enfant bénéficiaire avant les vacances, du commencement de l'année scolaire dans l'établissement d'enseignement où l'enfant suit des cours l'année scolaire suivante ou l'année académique qui suit.

L'intervalle visé à l'alinéa 1^{er} ne dépasse pas cent-vingt jours.

Si l'enfant bénéficiaire ne reprend pas effectivement la fréquentation scolaire, les allocations familiales sont accordées pendant les vacances d'été octroyées par l'établissement d'enseignement dont l'enfant est sorti. Ces vacances sont censées se terminer au plus tard le 31 août.

Sous-section 2. — Enseignement supérieur

Art. 8. § 1^{er}. Les allocations familiales sont accordées, conformément à l'article 5, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, du décret du 8 février 2018, à l'enfant bénéficiaire qui est inscrit dans un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur situé dans le Royaume ou hors de celui-ci, afin de poursuivre une ou plusieurs formations, totalisant au moins vingt-sept crédits par année académique.

Les crédits octroyés dans le cadre de la rédaction d'une thèse de doctorat ne sont pas pris en compte pour constituer la norme visée à l'alinéa 1^{er}.

Est également considéré comme satisfaisant aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}, l'enseignement par correspondance ou e-learning si l'enfant :

1° s'inscrit à titre principal à un minimum de vingt-sept crédits auprès d'un établissement d'enseignement organisé et subventionné conformément à l'article 5, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, ou auprès d'un établissement situé hors du Royaume conformément à l'alinéa 5;

2° prend part aux examens pour l'ensemble des crédits visés à l'alinéa 1^{er}, ainsi qu'à toutes les activités imposées par le programme.

Lorsque l'enfant bénéficiaire est inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur situé dans le Royaume et est engagé dans une formation dispensée dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen ou dans un autre Etat qui participe à un programme d'action communautaire en matière d'éducation, cette formation fait partie intégrante du programme d'études de cet établissement d'enseignement supérieur situé dans le Royaume et bénéficie d'une pleine reconnaissance dudit établissement.

La formation poursuivie hors du Royaume, dont un document officiel atteste du volume de crédits suivis, est censé satisfaire aux conditions de l'alinéa 1^{er}.

A défaut d'études exprimées en nombre de crédits, l'enfant bénéficiaire est inscrit pour suivre un minimum de treize heures de cours par semaine.

§ 2. Le droit aux allocations familiales est acquis pour l'ensemble de l'année académique lorsque le total d'au moins vingt-sept crédits est atteint à la suite :

1° d'une inscription intervenue au plus tard le 30 novembre de l'année académique concernée;

2° de plusieurs inscriptions dont la première est intervenue, au plus tard, le 30 novembre de l'année académique concernée.

Lorsque le total de vingt-sept crédits est atteint à la suite d'une ou de plusieurs inscriptions intervenues après le 30 novembre de l'année académique concernée, le droit aux allocations familiales est acquis lors de cette inscription ou lors de la première de ces inscriptions.

Le Ministre peut accorder des dérogations générales et individuelles à la norme des vingt-sept crédits prévue par le présent paragraphe.

Art. 9. Les allocations familiales cessent d'être dues, dans le courant de l'année académique, si l'enfant bénéficiaire :

1° ramène son inscription ou ses inscriptions sous le seuil de vingt-sept crédits;

2° ou met, dans le courant de l'année académique, un terme à toute formation à laquelle il s'est inscrit.

Art. 10. L'octroi des allocations familiales est maintenu pendant la période qui sépare deux années académiques consécutives.

L'intervalle visé à l'alinéa 1^{er} entre deux périodes ne dépasse pas cent vingt jours.

Art. 11. Si l'enfant bénéficiaire ne s'inscrit pas à une nouvelle formation dans un établissement d'enseignement supérieur, les allocations familiales sont accordées uniquement pendant les vacances d'été octroyées par l'établissement d'enseignement supérieur dont l'enfant bénéficiaire est sorti. Ces vacances sont censées se terminer au plus tard le 30 septembre.

Sous-section 3. — Dispositions communes

Art. 12. L'enfant bénéficiaire qui interrompt les cours qu'il a suivis régulièrement à l'étranger pendant toute la période, à partir de la fin des vacances à l'étranger jusqu'à juin inclus, reste bénéficiaire des allocations familiales pendant les périodes visées aux articles 7, alinéa 2, et 10, alinéa 2, s'il reprend les cours ou s'inscrit pour suivre une formation en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen le jour où ces cours débutent effectivement ou le jour où les inscriptions à cette formation sont ouvertes et au plus tard le 30 novembre de la même année civile.

Le droit aux allocations familiales en vertu du présent article débute au plus tôt le 1^{er} juillet ou à la date subséquente d'interruption des cours à l'étranger et se termine au plus tard le 30 novembre de la même année civile.

L'enfant qui interrompt les cours ou la formation qu'il a suivis régulièrement en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen pendant toute la période à partir du 1^{er} décembre jusqu'au début des vacances à l'étranger, reste bénéficiaire des allocations familiales pendant la période des vacances à l'étranger, s'il reprend les cours à l'étranger le jour où ces cours débutent effectivement.

Est considérée comme période des vacances à l'étranger au sens des alinéas 1^{er} et 3, la période qui correspond aux vacances effectives à l'étranger, dont la preuve est fournie. Cette période n'excède pas cent vingt jours.

Art. 13. L'enfant inscrit pour une ou plusieurs formations de l'enseignement supérieur totalisant moins de vingt-sept crédits et qui suit, en outre, des cours dans l'enseignement non supérieur, a droit aux allocations familiales si les conditions de l'article 5, alinéa 3, sont satisfaites. Pour l'application de cette disposition, les crédits attribués dans le cadre de l'enseignement supérieur sont convertis en heures de cours.

Section 3. — L'enfant bénéficiaire qui effectue un stage en vue de l'exercice d'une charge

Art. 14. Les allocations familiales sont accordées, conformément à l'article 5, § 4, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 8 février 2018, à l'enfant bénéficiaire qui effectue un stage constituant une condition à la nomination à une charge pour autant que l'enfant ne bénéficie pas d'indemnités ou de salaire pour ce stage. La période durant laquelle les allocations sont accordées ne dépasse pas la durée du stage normalement exigée.

Section 4. — Le jeune demandeur d'emploi

Art. 15. § 1^{er}. Les allocations familiales sont accordées, conformément à l'article 5, § 4, alinéa 1^{er}, 4°, du décret du 8 février 2018, pendant une période de trois-cent-soixante jours, en faveur de l'enfant bénéficiaire, qui étant inscrit comme demandeur d'emploi, débute son stage d'insertion professionnelle conformément à la réglementation relative au chômage. La période d'octroi des allocations familiales débute à la date à laquelle le stage d'insertion professionnelle commence conformément à la réglementation relative au chômage.

La radiation d'office opérée par après par un service régional de l'emploi ne fait pas obstacle à l'application de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. La période fixée au paragraphe 1^{er} est prolongée, dans les limites fixées aux alinéas 2, 3 et 4, de la durée de la période de prolongation du stage d'insertion professionnelle décidée par le service régional de l'emploi jusqu'à l'obtention d'une deuxième décision d'évaluation positive de recherche d'emploi au bénéfice de l'enfant bénéficiaire.

Les périodes d'octroi entre deux évaluations sont limitées à six mois maximum.

Les paiements sont interrompus en cas de dépassement d'un délai de six mois entre deux évaluations.

Une nouvelle période d'octroi de six mois maximum débute, conformément à l'article 84, alinéa 1^{er}, du décret du 8 février 2018, dès qu'une nouvelle évaluation ne permettant pas l'octroi des allocations d'insertion est réalisée par le service régional de l'emploi.

§ 3. La période fixée au paragraphe 1^{er}, est également prolongée de la période durant laquelle l'enfant bénéficiaire est suspendu comme demandeur d'emploi pour cause de maladie, conformément à la réglementation relative au chômage.

Si l'enfant bénéficiaire n'est pas en mesure de s'inscrire comme demandeur d'emploi pour cause de maladie, conformément à la réglementation relative au chômage, au moment où la période mentionnée au paragraphe 1^{er}, aurait dû prendre cours, les allocations familiales sont octroyées durant toute la période au cours de laquelle le jeune ayant quitté l'école n'a pas pu s'inscrire comme demandeur d'emploi, ainsi que durant la période d'octroi subséquente de trois-cent-soixante jours, si l'enfant s'inscrit comme demandeur d'emploi sans intervalle après la maladie.

Les alinéas 1 et 2 ne sont pas applicables si l'enfant ne se réinscrit pas ou ne s'inscrit plus comme demandeur d'emploi après la maladie.

CHAPITRE IV. — Dispositions diverses

Art. 16. Les conditions relatives aux établissements d'enseignement sont, dans le cadre de l'application de l'article 5, § 4, du décret, contrôlées chaque année.

Le Ministre peut octroyer des dérogations générales et individuelles en faveur d'enfants bénéficiaires inscrits dans des écoles qui ne sont pas organisées, subventionnées et reconnues par l'une des communautés du pays.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 18. Le Ministre qui a les prestations familiales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 septembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205339]

20 SEPTEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 5, § 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, artikel 5, § 3 en 4;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 november 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 november 2017;

Gelet op het advies van het Comité "Gezinnen" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 19 december 2017;

Gelet op het rapport van 23 november 2017, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op advies nr. 62.973/2 van de Raad van State, uitgebracht op 12 maart 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o het decreet van 8 februari 2018: het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 maart 2018;

2^o de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de gezinsbijslagen behoren.

HOOFDSTUK II. — *Het rechtgevend kind van minder dan eenentwintig jaar*

Art. 3. § 1. De volgende situaties vormen voor het betrokken kwartaal of de betrokken maanden een belemmering voor de toekenning van de gezinsbijslagen voor de rechtgevende kinderen bedoeld in artikel 5, § 3, van het decreet van 8 februari 2018:

1^o de winstgevende activiteit van het rechtgevend kind wanneer deze meer dan tweehonderdveertig uur per kwartaal bedraagt;

2^o het genieten van een sociale bijslag overeenkomstig een Belgisch of buitenlands stelsel in verband met ziekte, invaliditeit, arbeidsongevallen of beroepsziekten, indien deze bijslag het gevolg is van een niet-toegestane winstgevende activiteit;

3^o het genieten van een sociale bijslag overeenkomstig een Belgisch of buitenlands stelsel in verband met werkloosheid of een uitkering van loopbaanonderbreking bedoeld in afdeling 5 van hoofdstuk IV van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

4^o de ontvangst van een maandelijkse brutobezoldiging van meer dan 541,09 euro per maand, exclusief vakantiegeld, door het rechtgevend kind dat een opleiding tot bedrijfsleider of een coördinatie- en begeleidingsopleiding volgt;

5^o een zelfstandige activiteit die bestaat in de betaling van bijdragen als zelfstandige in hoofdberoep overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Wat punt 1^o en punt 2^o betreft, is elke activiteit die wordt uitgeoefend in het kader van een arbeidsovereenkomst, een statuut of als zelfstandige een winstgevende activiteit.

Wat punt 1° betreft, worden de door het rechtgevend kind gepresteerde uren in het kader:

- a) van een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten, een zelfstandige activiteit die geen sociale bijdrage genereert of een alternerende opleiding, niet in aanmerking genomen voor de toepassing van dit artikel;
- b) van een zelfstandige activiteit die aanleiding geeft tot de betaling van verminderde sociale bijdragen verondersteld meer dan tweehonderdveertig uur per kwartaal te overschrijden, tenzij laatstgenoemde het tegendeel kan bewijzen.

Het bedrag bedoeld in punt 4° wordt aan de spilindex 103,04 (basis 2013=100) gekoppeld.

§ 2. Voor de in artikel 5, § 2, van het decreet van 8 februari 2018 bedoelde rechtgevende kinderen vormen de in paragraaf 1 bedoelde situaties voor het betrokken kwartaal of de betrokken maanden een belemmering voor de toekenning van gezinsbijslagen, met uitzondering van de maandelijksse toeslag bedoeld in artikel 16 van het decreet van 8 februari 2018, die gehandhaafd blijft.

HOOFDSTUK III. — *Het rechtgevend kind van meer dan eenentwintig jaar*

Afdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 4. De belemmeringen voor de toekenning van de gezinsbijslagen bedoeld in artikel 3 zijn ook van toepassing op een rechtgevend kind van meer dan éénentwintig jaar.

Bovendien moet hij voldoen aan de voorwaarden die specifiek zijn voor zijn statuut, zoals hieronder bepaald.

Afdeling 2. — Het rechtgevend kind dat een afstudeerrichting volgt

Onderafdeling 1. — Niet-hoger onderwijs

Art. 5. De kinderbijslag wordt, overeenkomstig artikel 5, § 4, eerste lid, 3°, van het decreet van 8 februari 2018, toegekend aan een rechtgevend kind dat ingeschreven is in één of meer door één van de gemeenschappen erkende, georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstelling, of dat permanente opleidingscursussen in de middenstand volgt, in het stadium van de opleiding tot bedrijfsleider of een coördinatie- en begeleidingsopleiding, in één of meer door één van de gemeenschappen erkende, georganiseerde of gesubsidieerde opleidingscentra.

Tevens wordt ervan uitgegaan dat aan de in het eerste lid bedoelde voorwaarden is voldaan :

1° de buiten het Rijk gevolgde opleiding, indien uit een officieel document van de instelling blijkt dat het aantal gevolgde uren is volbracht;

2° het schriftelijk onderwijs of e-learning onderwijs als het kind :

- a) een minimum van zeventien uur per week volgt;
- b) deelneemt aan de examens voor alle onder a) bedoelde uren en aan alle door het programma opgelegde activiteiten.

De cursussen bedoeld in de leden 1 en 2 worden gedurende ten minste zeventien uur per week gegeven. Een lesperiode van vijftig minuten wordt beschouwd als één uur. De Minister kan algemene en individuele afwijkingen van de zeventien-urige werkweeknorm toestaan.

Worden gelijkgesteld met de lessen bedoeld in het derde lid :

1° de uren die zijn besteed aan praktische oefeningen onder het toezicht van de leerkrachten in de onderwijsinstelling;

2° tot hoogstens vier uren per week, de studie-uren die verplicht onder toezicht in de onderwijsinstelling doorgebracht worden;

3° de stages, als de uitvoering ervan een voorwaarde vormt voor het behalen van een wettelijk, decretaal, ordonnantieel of reglementair erkend diploma, getuigschrift of brevet;

4° de stageovereenkomst bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de Permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 6. De kinderbijslag wordt ook toegekend aan het volgend rechtgevend kind dat één van de volgende types onderwijs volgt, hetzij :

1° een van de types deeltijds gewoon of buitengewoon secundair onderwijs, ingericht volgens de voorwaarden bepaald door de gemeenschappen;

2° een erkende opleiding bedoeld in artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht.

Art. 7. De toekenning van gezinsbijslagen wordt behouden tijdens de zomervakantie, namelijk gedurende de periode tussen het einde van het schooljaar in de onderwijsinstelling waar het rechtgevend kind vóór de vakantie verblijft en het begin van het schooljaar in de onderwijsinstelling waar het kind in het volgende schooljaar of het volgende academiejaar les volgt.

De tussentijdse periode bedoeld in het eerste lid mag niet meer dan 120 dagen bedragen.

Als het kind niet werkelijk de lessen hervat, wordt de kinderbijslag toegekend tijdens de zomervakantie van de onderwijsinstelling die het kind verlaten heeft. Die vakantie wordt geacht te eindigen uiterlijk op 31 augustus.

Onderafdeling 2. — Hoger onderwijs

Art. 8. § 1. De kinderbijslagen worden overeenkomstig artikel 5, § 4, eerste lid, 3°, van het decreet van 8 februari 2018 toegekend aan een rechtgevend kind dat ingeschreven is in een of meer instellingen voor het hoger onderwijs in of buiten het Rijk, met het oog op het volgen van een of meer opleidingen met een totaal van ten minste zevenentwintig studiepunten per academiejaar.

De studiepunten die worden toegekend in het kader van het schrijven van een doctoraatproefschrift worden niet in aanmerking genomen om de norm bedoeld in het eerste lid te vormen.

Het schriftelijk onderwijs of e-learningonderwijs wordt ook geacht te voldoen aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid indien het kind :

1° hoofdzakelijk ingeschreven is voor ten minste zevenentwintig studiepunten bij een onderwijsinstelling georganiseerd en gesubsidieerd overeenkomstig artikel 5, § 4, eerste lid, 3°, of bij een buiten het Rijk gevestigde instelling overeenkomstig lid 5;

2° deelneemt aan de examens voor alle onder lid 1 bedoelde studiepunten en aan alle door het programma opgelegde activiteiten.

Wanneer het rechtgevend kind staat ingeschreven bij een instelling voor hoger onderwijs in het Rijk en een opleiding volgt in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte of in een andere staat die deelneemt aan een communautair actieprogramma inzake opvoeding, maakt deze opleiding noodzakelijk deel uit van het studieprogramma van die instelling voor hoger onderwijs gelegen in het Rijk en wordt zij door die instelling volledig erkend.

De buiten het Rijk gevolgde opleiding, waarvan een officieel document waaruit de omvang van de gevolgde studiepunten blijkt, wordt geacht te voldoen aan de voorwaarden van het eerste lid.

Bij gebrek aan studies uitgedrukt in aantal studiepunten, wordt het rechtgevend kind ingeschreven om minimaal dertien uur les per week te volgen.

§ 2. Het recht op kinderbijslag wordt verworven voor het volledige academiejaar wanneer het totaal van ten minste zevenentwintig studiepunten achtereenvolgens wordt bereikt ingevolge :

1° van een inschrijving uiterlijk op 30 november van het betreffende academiejaar;

2° van verschillende inschrijvingen, waarvan de eerste uiterlijk op 30 november van het betrokken academiejaar heeft plaatsgevonden.

Wanneer het totaal van zevenentwintig studiepunten wordt bereikt na één of meer inschrijvingen na 30 november van het betrokken academiejaar, wordt het recht op kinderbijslagen verworven bij die inschrijving of bij de eerste van die inschrijvingen.

De Minister kan algemene en individuele afwijkingen van de norm van de zevenentwintig studiepunten bedoeld in deze paragraaf toestaan.

Art. 9. De kinderbijslagen worden in de loop van het schooljaar niet meer uitgekeerd als het rechtgevend kind :

1° zijn inschrijving of inschrijvingen onder de drempel van zevenentwintig studiepunten brengt;

2° of, tijdens het academiejaar, elke opleiding waarvoor hij zich heeft ingeschreven, beëindigt.

Art. 10. De toekenning van de kinderbijslagen wordt gehandhaafd tijdens de periode tussen twee opeenvolgende academiejaren.

De tussentijd bedoeld in het eerste lid tussen twee perioden mag niet meer dan 120 dagen bedragen.

Art. 11. Indien het rechtgevend kind zich niet inschrijft voor een nieuwe opleiding in een instelling voor hoger onderwijs, worden de kinderbijslagen enkel toegekend tijdens de zomervakantie die wordt toegekend door de instelling voor hoger onderwijs waarvan het rechtgevend kind is vertrokken. Die vakantie wordt geacht te eindigen uiterlijk op 30 september.

Onderafdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 12. Een rechtgevend kind dat de cursussen die hij regelmatig in het buitenland heeft gevolgd gedurende de hele periode vanaf het einde van de vakantie in het buitenland tot en met juni, onderbreekt, blijft gedurende de periodes bedoeld in artikel 7, tweede lid, en 10, tweede lid, in aanmerking komen voor kinderbijslagen indien hij de cursussen hervat of zich voor een opleiding in België of een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte inschrijft op de dag waarop deze cursussen daadwerkelijk beginnen of op de dag waarop de inschrijvingen voor die opleiding zijn geopend en uiterlijk op 30 november van hetzelfde kalenderjaar.

Het recht op kinderbijslagen krachtens dit artikel begint ten vroegste op 1 juli of op de daaropvolgende datum van onderbreking van de studie in het buitenland en eindigt uiterlijk op 30 november van hetzelfde kalenderjaar.

Een kind dat in België of in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte gedurende de periode van 1 december tot het begin van de vakantieperiode in het buitenland cursussen of opleidingen onderbreekt die hij regelmatig in België of in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte heeft gevolgd, blijft tijdens de vakantieperiode in het buitenland kinderbijslagen ontvangen indien hij de cursussen in het buitenland hervat op de dag waarop deze cursussen daadwerkelijk beginnen.

De periode die overeenkomt met de feitelijke vakantie in het buitenland, waarvoor het bewijs wordt geleverd, wordt beschouwd als de periode van vakantie in het buitenland in de zin van de leden 1 en 3. Deze periode mag niet langer duren dan 120 dagen.

Art. 13. Een kind dat voor een of meer opleidingen in het hoger onderwijs met een totaal van minder dan zevenentwintig studiepunten is ingeschreven en dat ook cursussen in het niet-hoger onderwijs volgt, heeft recht op kinderbijslag indien aan de voorwaarden van artikel 5, derde lid, is voldaan. Voor de toepassing van deze bepaling worden de studiepunten toegekend in het kader van het hoger onderwijs omgezet in lesuren.

Afdeling 3. — Het rechtgevend kind dat een stage volgt met het oog op de uitoefening van een ambt

Art. 14. De kinderbijslagen worden overeenkomstig artikel 5, § 4, eerste lid, 2°, van het decreet van 8 februari 2018 toegekend aan het rechtgevend kind dat een stage doorloopt als voorwaarde om in een ambt benoemd te kunnen worden voor zover het kind voor deze stage geen vergoeding of loon ontvangt. De periode gedurende welke de bijslagen worden toegekend, mag niet langer duren dan de duur van de normaal vereiste stage.

Afdeling 4. — De jonge werkzoekende

Art. 15. § 1. De kinderbijslag wordt, overeenkomstig artikel 5, § 4, eerste lid, 4°, van het decreet van 8 februari 2018, voor een periode van driehonderd zestig dagen toegekend aan het rechtgevend kind dat als werkzoekende is ingeschreven en zijn beroepsinschakelingstijd aanvangt overeenkomstig de reglementering in verband met de werkloosheid. De periode voor de toekenning van de gezinsbijslag vangt aan op de datum waarop de beroepsinschakelingstijd overeenkomstig de reglementering inzake werkloosheid begint.

De ambtshalve schrapping door een gewestelijke werkgelegenheidsdienst is geen belemmering voor de toepassing van het eerste lid.

§ 2. De periode bedoeld in paragraaf 1 wordt, binnen de grenzen vastgesteld in de leden 2, 3 en 4, verlengd met de duur van de verlengingsperiode van de beroepsinschakelingsstijd beslist door de gewestelijke werkgelegenheidsdienst totdat een tweede positieve beslissing tot evaluatie inzake het zoeken naar werk is genomen ten gunste van het rechtgevend kind.

De toekenningsperiodes tussen twee evaluaties zijn beperkt tot maximaal zes maanden.

De betalingen worden geschorst indien een periode van zes maanden tussen twee evaluaties wordt overschreden.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, van het decreet van 8 februari 2018 gaat een nieuwe toekenningsperiode van maximaal zes maanden in zodra de gewestelijke werkgelegenheidsdienst een nieuwe evaluatie uitvoert waarbij geen inschakelingsuitkeringen kunnen worden toegekend.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde periode wordt eveneens verlengd met de periode gedurende welke het rechtgevend kind wegens ziekte is geschorst als werkzoekende, overeenkomstig de reglementering inzake werkloosheid.

Indien het rechtgevend kind zich niet als werkzoekende kan inschrijven wegens ziekte, overeenkomstig de reglementering inzake werkloosheid, op het tijdstip waarop de in paragraaf 1 bedoelde periode had moeten ingaan, worden de kinderbijslagen toegekend gedurende de gehele periode waarin de jongere die de school heeft verlaten zich niet als werkzoekende kon inschrijven, alsmede gedurende de daaropvolgende toekenningsperiode van driehonderd-zestig dagen, indien het kind zich zonder onderbreking na de ziekte als werkzoekende inschrijft.

De leden 1 en 2 zijn niet van toepassing indien het kind zich na de ziekte niet herinschrijft of niet meer inschrijft als werkzoekende.

HOOFDSTUK IV. — *Diverse bepalingen*

Art. 16. De voorwaarden met betrekking tot de onderwijsinstellingen worden in het kader van de toepassing van artikel 5, § 4 van het decreet elk jaar gecontroleerd.

De Minister kan algemene en individuele afwijkingen verlenen aan rechtgevend kinderen die ingeschreven zijn in scholen die niet georganiseerd, gesubsidieerd en erkend zijn door een van de gemeenschappen van het land.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 18. De Minister bevoegd voor gezinsbijslagen is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 20 september 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205293]

20 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la manipulation et à l'entretien de matériaux contenant de l'amiante

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, l'article 1^{er}, 2^o;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 3, alinéa 4, 4, alinéa 1^{er}, 5 et 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 6, § 1^{er}, 1^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 1993 concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'air par l'amiante;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante;

Considérant que le présent arrêté prévoit différentes règles relatives à la manipulation et à l'entretien de matériaux contenant de l'amiante;

Considérant que ces règles s'appliqueront de manière générale à toute personne;

Considérant qu'en conséquence, dans l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, les trois rubriques 26.65.03 relatives au travail ou nettoyage à haute pression des produits contenant de l'amiante n'ont plus lieu d'être et sont supprimées;

Vu le rapport du 3 mai 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;